



CONSEJO GENERAL DEL PODER JUDICIAL
ESCUELA JUDICIAL



Red Europea de Formación Judicial (REFJ)
European Judicial Training Network (EJTN)
Réseau Européen de Formation Judiciaire (REFJ)

Cours

SANTÉ MENTALE : UNE ÉTUDE COMPARÉE

1. Identification du cours

Date et lieu: 6, 7 et 8 juillet 2009, Barcelone (Espagne)

Organisé par: École Judiciaire, Espagne

Langues: Espagnol, anglais et français

Ordre juridictionnel: Pénal et civil

Places pour le REFJ: 30 magistrats

2. Contenu du cours

Le contenu du cours se divise en trois grandes parties principales :

1. **Degrés de capacité et leur incidence légale.** Sont ici considérées les questions comme la capacité, l'incapacité, la déclaration d'incapacité (y compris les causes d'incapacité et les modalités de complément de la capacité), la protection des droits des incapables et des malades, avec une analyse des problèmes les plus courants ou importants.
2. **Actions.** Schémas de procédure pour la déclaration d'incapacité, levée de l'incapacité, internements, traitement ambulatoire, consentement éclairé. Importance et mise en œuvre du contrôle judiciaire s'agissant de ces questions. Problèmes les plus courants ou importants.
3. **Droit pénal et santé mentale.** Maladie mentale et irresponsabilité. Circonstances atténuantes et libératoires. Moments d'apparition ou d'appréciation de la maladie mentale. Dangereusité. Mesures de sûreté. Responsabilité partielle. Toxicomanie. Problématique avec une mention spéciale pour le caractère prévisible de la conduite délictuelle et les moyens de l'éviter, délinquance sexuelle, fin de la mesure de sûreté, mesures de sûreté ou condamnations à perpétuité.

Tous les thèmes sont abordés du point de vue du droit comparé, selon une approche transversale, dans le but de conserver une référence s'agissant des points primordiaux suivants :

- principes de droit substantif et procédural,
- modèles d'assistance psychiatrique,
- systèmes de soins, ressources sociales,
- coordination avec les autorités de décision et de contrôle,
- règles des décisions, circonstances atténuantes et libératoires
- particularités propres à chaque pays.

La connaissance des autres systèmes juridiques et l'échange d'expériences entre les acteurs juridiques de chaque pays doivent permettre de mieux affronter et résoudre les problèmes détectés dans chaque pays, raison pour laquelle le cours est organisé sous l'angle de la pratique et du débat. Les intervenants exposeront le cadre juridique des différents pays d'origine et de l'Union européenne, les dernières

tendances en la matière, tandis que les ateliers sont des espaces de discussion définies en fonction des réponses apportées au questionnaire spécifique relatif aux problèmes, situations et difficultés sujettes à controverses, qu'il s'agisse de l'actualité ou des divergences entre les législations.

Le cours sera fait en en espagnol, anglais et français.

3. Renseignements pratiques

3.1. Frais couverts par l'École Judiciaire espagnole

- Frais de voyage.
- Hébergement depuis la nuit antérieure au début du cours jusqu'au dernier jour du séminaire (l'hôtel doit être libéré le 8 juillet 2009 à midi sauf raisons ou difficultés inévitables à obtenir un billet de retour).
- Diner le 6 juillet.
- Repas au siège de l'École Judiciaire les 6 et 7 juillet.
- Autobus pour les déplacements hôtel-École Judiciaire et réciproquement (l'édifice de l'École se trouve à la périphérie de Barcelone).

3.2. Logement et achat des billets

L'École Judiciaire se chargera de réserver le logement et de l'achat des billets, à travers l'agence de voyages assurant ces services pour le Conseil Général du Pouvoir Judiciaire, et de liquider les frais découlant de celui-ci. Les personnes admises devront contacter ladite agence pour effectuer les formalités opportunes, et aucun versement monétaire préalable ne sera nécessaire. L'École Judiciaire contactera les assistants et l'agence de voyages le moment venu. Les assistants sélectionnés recevront, avec la confirmation de leur admission, des instructions pour effectuer la réservation d'hôtel.

3.3. Candidatures

Les candidatures devront s'effectuer à travers le questionnaire d'inscription joint en annexe, et être envoyées au centre de formation permanente (école judiciaire, ministère de la justice ou centre compétent en la matière) du pays membre du REFJ. À partir de ce centre, les candidatures seront envoyées à l'École Judiciaire avec un document additionnel spécifiant l'ordre de priorité des candidatures. L'École Judiciaire ne peut garantir à aucun assistant un nombre déterminé de places, puisque la distribution n'aura lieu qu'après réception de toutes les candidatures. Néanmoins, chaque pays candidat obtiendra au moins une place et l'organisation



attribuera les places libres restantes en fonction des possibilités, mais en suivant à chaque instant l'ordre de préférence indiqué par le propre centre de formation.

Une fois la sélection réalisée, il sera procédé à la notification d'admission opportune. Les participants recevront une fiche de réservation d'hôtel et de voyage qui devront renvoyer à l'agent de voyages de l'Ecole judiciaire espagnole dans le période indiqué.

Le contact à l'École Judiciaire auquel les centres de formation permanente devront adresser les candidatures finalement (par courrier électronique de préférence), est:

Antonio Marchal

Jefe de Unidad para la Red Europea de Formación Judicial.
Escuela Judicial. Ctra. de Vallvidrera, 43-45.
08017-BARCELONA

Tél.: + 34 934 067 379. Fax: +34 932 555 267.

E-mail: antonio.marchal@cgpj.es

3.4. Calendrier prévu

- 29 mai: date limite d'inscription
- 3 juin: notification d'admission
- 16 juin: date limite d'envoi des réservations d'hôtel et voyage